



**Syndicat des Personnels Administratifs des Services
Extérieurs de l'Éducation Nationale**

6 – 8, rue Gaston Lauriau 93 513 MONTREUIL CEDEX

Tel : 01 56 93 22 93 – e mail : spaseen@fo-fnecfp.fr

Site : <http://www.spaseenfo.fr>

Une rentrée comme tant d'autres ?

Poser la question est y répondre. Le contexte très particulier et les dossiers ne manquent pas. Première rentrée du nouveau gouvernement, mais rentrée sous le joug de la continuation des réformes que nous avons combattues et l'amplification des mesures d'austérité pour tous.

Les annonces ne manquent pas : suppressions de postes (120 000 dans la Fonction publique) alors que le manque de personnel et de moyens est des plus criants, toujours plus de missions, réforme territoriale amplifiée, salaires en berne, transfert de missions au privé, etc... Les conditions de la rentrée ne font que confirmer l'accentuation de toute la politique de destruction des services publics.

Pour FO, toutes ces mesures s'opposent aux attentes et aux exigences des personnels. Elles sont la déclinaison des mesures d'austérité et une remise en cause des garanties collectives qui nous protègent.

Après la mobilisation contre la loi Travail qui n'a jamais faibli, expression de la clairvoyance des salariés, du privé comme du public, quant aux attaques dont ils sont victimes, le gouvernement amplifie la casse des acquis et garanties de tous, en présentant ses projets d'ordonnance sur le Code du Travail.

C'est pour toutes ces raisons que le SPASEEN-FO appelle à se mobiliser contre tous ces projets !

**Les revendications, tant qu'elles demeurent,
doivent être satisfaites !**

❖ Salaires

Après une hausse minimale de +0,6%... du point d'indice en février 2017, les agents se trouvent face à la cruelle réalité que FO avait annoncée : il n'y aura pas de revalorisation salariale. Les promesses de PPCR de rendre plus riches les agents ont fait chou blanc puisque le ministre de l'action et des comptes publics a mis un coup d'arrêt aux mesures qu'il contenait.

FO l'avait dit ! Ce protocole n'était qu'un miroir aux alouettes et un vrai marché de dupes. Il était gagé sur de vagues promesses et non sur une revalorisation claire et nette de la grille et du point d'indice !

Il ne compensait aucunement le gel des traitements que tous ont subit depuis 2010 et rallongeait les carrières.

C'est une aumône... C'est la paupérisation généralisée.

En parallèle, les effets du RIFSEEP (Régime Indemnitaires tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertise et Engagement Professionnel) se font sentir concrètement, principalement pour les collègues changeant au 01/09 de poste ou de catégorie. FO l'a dit et redit : le RIFSEEP, c'est l'accentuation de toute la politique d'individualisation mise en place ces dernières années.

C'est l'individualisation des salaires.

C'est la remise en cause de l'ensemble des garanties statutaires individuelles et collectives des agents.

C'est favoriser les déqualifications de postes : un agent pourra exercer des fonctions d'un corps supérieur sans en avoir le salaire indiciaire.

Pour FO, c'est donc bien une revalorisation des salaires par l'augmentation du point d'indice à minima à la hauteur des pertes subies depuis 2010 qui est nécessaire.

C'est une vraie revalorisation des grilles qui est indispensable, synonyme d'une vraie progression du pouvoir d'achat, avec des reclassements qui ne soient pas au rabais... alors que les promotions se résument souvent par le gain de quelques points d'indice pour un changement de corps ou de grade.

C'est pourquoi FO, la CGT et Solidaires ont été les seuls à refuser de signer ce protocole, qui ne répondait pas aux attentes des agents.

Le SPASEEN-FO l'a dit, calculs à l'appui : les agents seront les perdants à moyen et long terme de la mise en application des nouvelles grilles, des mesures de reclassements et du rallongement des carrières.

Enfin, le protocole imposait des fusions de corps, une inter ministérialité à marche forcée, ce que le nouveau gouvernement en revanche n'a pas l'intention de freiner !

Pour FO, salaires et carrières sont la question centrale pour tous les agents.



❖ Contractuels

Pour FO, l'augmentation continue, dans l'Education nationale, comme dans la Fonction publique, du nombre de contractuels est inadmissible. Aucun des plans de résorption de l'emploi précaire n'a apporté de solution pérenne à ces collègues, souvent payés au SMIC, sans perspective d'évolution de salaire, ni de carrière.

Sous couvert d'économies, les gouvernements successifs ont remplacé des milliers de postes de titulaires par des contractuels, de droit public ou privé. Cette politique non seulement précarise ces collègues, mais fragilise les services qui ne peuvent plus fonctionner sans cette main d'œuvre bon marché, comme l'illustre la suppression violente de milliers de contrats aidés cet été.

Pour FO, c'est un plan de titularisation massif qui doit être à l'ordre du jour ! C'est la revalorisation des indices de rémunérations ! C'est le recrutement sous statut qui doit être l'unique solution.

❖ Réforme territoriale

Le nouveau ministre de l'Education nationale l'avait annoncé lors de sa prise de fonction : la réforme territoriale ne pouvait rester en l'état.

Il vient de présenter un projet d'expérimentation de recteur unique pour les académies de Rouen et de Caen, véritable laboratoire pour une généralisation du rectorat de région académique.

Tout à son projet, le ministre annonce le renforcement de l'autonomie des EPLE, allant jusqu'à évoquer le recrutement des agents par le chef d'établissement.

En parallèle, il convoque une réunion qui remet en cause le principe du barème pour les personnels administratifs...

Encore une fois, FO avait raison ! Et pour FO, c'est non.

Non à une expérimentation qui servirait de boîte à outils pour d'autres projets dans d'autres régions académiques.

Non à toute fusion d'académies qui aurait comme conséquences une remise en cause statutaires pour les agents : périmètre d'affectation, mobilité forcée, suppressions et mutualisations de services et de missions, non aux mobilités géographiques ou fonctionnelles imposées !

C'est l'Etat régional qui se met en place. Et en corollaire, la remise en question les structures administratives actuelles, rectorats et DSDEN et de l'implantation des établissements.

Pour FO, c'est encore NON !

Nous avons des statuts, nous avons des garanties qui leurs sont attachées.

FO réaffirme ses positions et revendique le maintien de tous les services, de toutes les missions et de tous les personnels.

Non à une territorialisation de l'Education nationale.

C'est dans ces conditions que FO réaffirme ses revendications :

- Une réelle revalorisation des rémunérations par l'augmentation immédiate de 16% du point d'indice pour tous, titulaires et contractuels.
- L'abandon des mesures PPCR et l'ouverture de réelles discussions sur les salaires et les carrières.
- L'abandon de toute forme d'individualisation de carrière et de salaires. Non au RIFSEEP. Accès au coefficient 8 pour tous les régimes indemnitaires.
- Maintien et respect du statut général de la Fonction publique et des statuts particuliers nationaux.
- Abandon de toutes les politiques d'austérité !
- Refus de toute Education régionalisée ou territorialisée. Refus de tout service inter académique régional.
- Le maintien de tous les services et de tous les établissements, de toutes les missions et de tous les personnels.
- Le réemploi de tous les personnels précaires et un vrai plan de titularisation des agents non-titulaires sur emploi statutaire.
- L'abrogation de la loi Travail ! Non aux ordonnances !

Adhérer est un droit. C'est le droit de chaque salarié.

Adhérer à FORCE OUVRIERE, c'est adhérer à l'indépendance syndicale.

Vous syndiquer au **SPASEEN-FO**, c'est défendre votre emploi, vos missions, votre statut et vos acquis sociaux ; c'est vous défendre et défendre votre droit à carrière !

Adhérer à FO, c'est adhérer à la 1^e force syndicale dans la Fonction publique d'Etat.